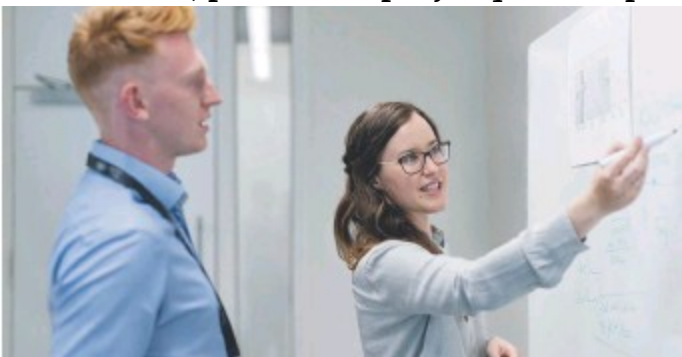


Initiative pour intégrer plus de femmes dans des postes d'influence

L'organisme Femmes en affaires Nouveau Brunswick a lancé, la semaine dernière, l'initiative «Leadership au féminin: de la parole aux gestes». L'objectif? Intégrer plus de femmes à des postes de direction et de prise de décisions.

Acadie Nouvelle · 18 mars 2022 · 11 · Bobby Therrien bobby.therrien@acadienouvelle.com

Josée Rioux-Walker, qui est elle-même conseillère municipale dans la communauté de Drummond, au Nord-Ouest, pilotera ce projet qui entreprendra sa deuxième année d'existence le 1er avril.



«L'intention du projet est de faire la promotion des femmes dans des postes de leadership, que ce soit au sein de conseils d'administration et en politique.»

Bien qu'elle reconnaisse que des initiatives semblables ont été réalisées dans le passé et qu'il y a de plus en plus de femmes qui accèdent à des postes de direction, on est encore loin de la parité au Nouveau-Brunswick.

Selon des données recueillies par Femmes en affaires NB, seulement le tiers des postes de gestion sont occupés par des femmes. La proportion est similaire au Canada.

En politique, les conseils municipaux sont représentés par 27% de femmes à la position de maire et de 37% au poste de conseillère municipale.

Au provincial, 29% des élues sont des femmes alors que dans l'ensemble du pays, la proportion est de 30,5%.

«Il y a de l'amélioration, mais ce n'est pas à 50% nulle part. Normalement, c'est mieux du côté des conseils d'administration d'organismes à but non lucratif. Étrangement, plus le budget d'un conseil d'administration est haut, moins il y a de femmes. Et du côté des femmes issues de minorités, c'est encore pire.»

Selon Josée Rioux-Walker, l'objectif est aussi d'éliminer certains obstacles à la participation des femmes à ces sphères de gestion.

«Il faut trouver des façons d'être plus inclusif. On l'a vu avec les réunions virtuelles que c'est possible maintenant. Il y a des choses qui ne sont pas si compliquées à changer.»

Selon Mme Rioux-Walker, une analyse des besoins sera faite à la fin du mois par l'entremise de séances de dialogue, que ce soit pour trouver de nouveaux besoins ou simplement les valider.

«Ce sera une discussion avec les femmes pour voir quelles sont leurs barrières. Pourquoi elles ont de la difficulté? On va essayer de les aider à s'impliquer davantage.»

Un comité consultatif, formé de femmes de partout dans la province, a été créé.

«Ce sont des femmes impliquées dans leurs milieux et qui ont de vastes réseaux. Elles représentent la politique, le monde des affaires, etc.»

À la suite de l'analyse des besoins, des formations seront aussi offertes aux femmes et au sein des milieux qui les accueillent. Certaines formations existantes pourraient également être adaptées et des firmes d'experts-conseils pourraient être embauchées.

«On veut aussi organiser une sorte de symposium qui va réunir tout le monde et qui va nous permettre de voir qui sont les porteurs de dossiers. On s'entend qu'on ne changera pas tout dans trois ans, alors on veut créer d'autres outils. Mais il faudra que des personnes et des organismes prennent les choses en main», a expliqué Mme Rioux-Walker.

Avec le retrait des restrictions liées à la COVID-19, l'élue municipale croit que cela donnera l'occasion à l'organisme d'aller dans les régions afin de rencontrer les femmes en personne.

C'est en partie grâce à une demande de financement auprès de Femmes et égalité des genres Canada que l'initiative a pu prendre son envol. ■